



Sous la pression des enseignants, Jean-Michel Blanquer contraint au dialogue

Après la journée de mobilisation du 13 janvier et une réunion de trois heures avec les organisations syndicales, le ministre de l'éducation nationale a annoncé des moyens supplémentaires pour gérer la crise et la tenue de concertations plus régulières. Jean Castex (2e à droite) et Jean-Michel Blanquer (à droite) rencontrent des représentants des syndicats d'enseignants, à Paris, le 13 janvier 2022. THOMAS COEX / AFP

C'est un véritable changement de ton et de méthode qu'a opéré le gouvernement avec la concertation organisée en urgence à l'issue de la mobilisation d'ampleur des personnels de l'éducation nationale, jeudi 13 janvier. Elle a réuni pendant plus de trois heures les organisations syndicales, le premier ministre, Jean Castex, et les ministres de l'éducation nationale et de la santé, Jean-Michel Blanquer et Olivier Véran (en visioconférence pour cause de Covid-19 « Cela a été un moment de bonnes discussions pour avancer sur des points concrets », a reconnu Jean-Michel Blanquer à son issue. « Il est important de revenir à un climat de confiance », a-t-il ajouté.

Lire aussi

Grève du 13 janvier dans l'éducation nationale : une mobilisation pour demander « plus de moyens pour l'école » et « du respect pour les enseignants »

Face à la colère et au sentiment d'être méprisés – voire abandonnés – exprimés par des personnels confrontés aux changements incessants de protocoles sanitaires, ce temps d'échanges, piloté par le premier ministre, marque un tournant. Le ministre de l'éducation nationale assure d'ailleurs vouloir poursuivre régulièrement les discussions. Désormais, des réunions se tiendront tous les quinze jours avec les organisations syndicales et les ministères de l'éducation nationale, et de la santé et des solidarités. « Il nous faut expliquer le champ de contraintes dans lequel nous travaillons pour partager l'information, ce qui permettra de comprendre pourquoi parfois les décisions doivent subir des adaptations très rapides », a souligné Jean-Michel Blanquer, qui a annoncé une série de mesures.

Sur le volet sanitaire, 70 millions de masques chirurgicaux sont en voie d'acheminement pour les personnels et 5 millions de masques FFP2 seront mis à disposition des enseignants de maternelle qui le demandent. Au sujet des capteurs de CO₂, le fonds de 20 millions d'euros d'aide aux collectivités locales n'a pas encore été « pleinement utilisé mais sera abondé si besoin », fait-on savoir à Matignon.

Lire aussi

Grève du 13 janvier à l'école : comment sont calculés les taux de grévistes publiés par le ministère de l'éducation nationale ?

Les syndicats vigilants

« Il est exact que le Covid crée des absences et il faut pourvoir à ces remplacements », a également reconnu de manière assez inédite le ministre de l'éducation nationale. Quelque 3 300 contractuels seront recrutés prochainement. Ils font partie des 6 000 postes de remplacement déjà annoncés mais feront l'objet de contrats plus longs, de six mois. En outre, 1 500 assistants d'éducation doivent venir renforcer les équipes de vie scolaire et 1 500 vacataires administratifs supplémentaires épauleront les directeurs d'école et chefs d'établissement.

Sur le volet pédagogique, les évaluations en milieu d'année de CP, qui devaient commencer le 17 janvier, sont reportées « à un délai qui reste à définir ». Le report éventuel des épreuves d'enseignement de spécialité du bac, qui doivent avoir lieu au mois de mars avec la réforme en vigueur, fera également l'objet de réflexions et de concertations. Entre les absences des élèves et celles des enseignants, le programme déjà chargé s'avère extrêmement difficile à tenir, selon les enseignants.

S'ils se montrent plutôt satisfaits des échanges, les syndicats restent malgré tout vigilants face à ces annonces. « Il y a eu quelques avancées concrètes et le souci de nous écouter mais sur la méthode, on jugera sur pièce », réagit Sophie Vénétay, secrétaire générale du SNES-FSU, le principal syndicat du second degré. « Après des mois de demandes, une grève record et trois heures de réunion avec le premier ministre, nous avons enfin des premières réponses sur la méthode, les protections et les moyens », abonde Stéphane Crochet, du SE-UNSA. « Les annonces qui ont été faites sont le premier signal que la parole des personnels dans cette journée d'action a été





enfin entendue » , estime aussi l'UNSA-Education.

« Il est dommage qu'il ait fallu en passer par la grève pour avoir des réponses à des demandes faites parfois de longue date » , déplore Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du SGEN-CFDT. « Nous vérifierons que ces éléments s'appliquent effectivement sur tout le territoire. Il y a une grande attente pour que ces annonces se traduisent dans les faits » , affirme-t-elle. Une intersyndicale doit se réunir vendredi en fin de journée pour dresser le bilan de cette journée d'action.

Analyse :

Article réservé à nos abonnés

Grève des enseignants : un jeudi noir dans les écoles, collèges et lycées. Et après ?

